

PRODUCTION PORCINE DES RÉGIONS ET DES ENTREPRISES

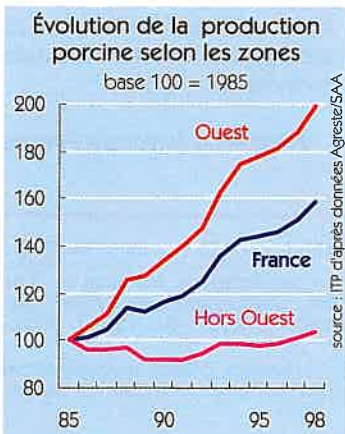
La production porcine française s'est développée de manière inégale au sein des régions. Des filières, regroupant des entreprises partenaires d'amont et d'aval, se sont constituées au cours des dernières années. Valorisant leurs atouts, elles ont joué un rôle moteur pour adapter la production aux marchés proches ou lointains qu'elles pouvaient satisfaire. Une étude récente de l'ITP fait le point sur leurs dynamiques, en précisant leurs contextes régionaux.

La France et ses régions disposent d'atouts pour produire du porc. Transformateur de céréales et autres produits végétaux fournis en abondance par l'agriculture française, il crée de la valeur ajoutée. Le porc occupe une place importante dans l'économie de la Bretagne. Si son importance est moindre dans l'agriculture des autres régions, du fait d'autres potentialités agricoles ou des priorités qu'elles se sont données jusqu'à maintenant, il n'en contribue pas moins à l'équilibre et au maintien des exploitations dans lesquelles il s'insère.

Croissance dans l'ouest

Les six régions ayant plus de 500 000 porcs rassemblent 80% des porcs français.

La Bretagne possède plus de la moitié du troupeau. Trois régions de l'ouest (Bretagne, Pays-de-la-Loire et Basse-Normandie) détiennent 70% du cheptel national. Depuis 1985, la production de ces trois régions a presque doublé, générant une croissance de 50% de la production porcine française. Pendant ce temps, elle s'est maintenue dans le reste du pays, avec



d'énormes différences selon les régions.

Au total, dix régions seulement ont progressé. Les croissances les plus fortes sont localisées dans l'ouest, en Basse-Normandie (+ 150%) et en Pays-de-la-Loire (+ 100%). Outre leurs atouts propres, ces régions ont bénéficié des infrastructures et de l'expérience accumulées à proximité, en Bretagne. Ailleurs, la croissance a dépassé 20% sur un arc qui s'étend du nord-est au sud-ouest du pays. Elle s'est accélérée ces dernières années.

Une production porcine agricole et organisée

La production est le plus souvent réalisée par des élevages spécialisés, performants, utilisant surtout de la main d'oeuvre familiale.

Ils s'insèrent dans des exploitations agricoles où la surface est généralement importante. Celle-ci peut fournir tout ou partie des aliments. Elle permet aussi de recycler et valoriser les déjections. Comparée à celle des autres grands bassins européens, la densité porcine est faible sur la quasi totalité du territoire national.

L'organisation française repose sur des éleveurs indépendants réunis au sein de groupements. Dans le contexte de leurs régions, ils ont le plus souvent construit des partenariats d'amont et d'aval, au sein de véritables filières d'entreprises.

Positionnée sur des marchés

Les marchés du porc sont divers, entre la vente en frais et l'approvisionnement des transformateurs. Les dix dernières années ont vu se mettre en place une segmentation basée sur des signes de qualité : produits bio, IGP (Indications Gé-

graphiques Protégées), labels rouges, ou cahiers des charges liés à des certifications de conformité produits. Quelquefois les volumes sont faibles. Les prix sont rémunérateurs, à la hauteur des contraintes imposées et incitatifs à produire selon des cahiers des charges spécifiques. Ces derniers s'appliquent à chaque maillon des filières concernées. Ils ont créé une solidarité autour du produit.

Des facteurs de blocage

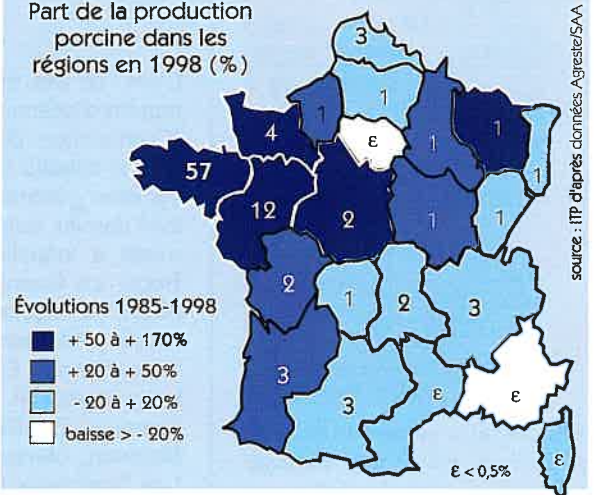
Le contexte de la production porcine change :

- le consommateur demande plus de sécurité et une part de diversité,
- le citoyen est sensible au respect du cadre de vie (absence de nuisances, qualité des eaux...).

La France a équilibré son approvisionnement porcin grâce au développement de la production dans l'ouest. Cette zone a les outils et la volonté professionnelle pour poursuivre sa croissance. Mais le renforcement des contraintes, environnementales surtout, risque de conduire à la stagnation, voire à la régression de sa production. Dans les zones de faible densité porcine, l'installation et l'extension des élevages rencontrent de plus en plus de difficultés. Malgré de réels potentiels, la multiplication des blocages pourraient à l'avenir empêcher tout développement important.

A terme, le risque est grand de voir la production française décliner, malgré l'existence sur son territoire de débouchés non satisfaits, et en dépit d'une réelle compétitivité. Le danger n'est pas moindre pour le consommateur de devoir s'en remettre à l'extérieur pour son approvisionnement en produits porcins, alors que la proximité de

Part de la production porcine dans les régions en 1998 (%)



la production facilite la mise en place de modes de production consensuels. De plus, l'organisation régionale facilite la traçabilité attendue par le consommateur proche, une disposition déjà valorisée par certains distributeurs.

Des démarches consensuelles

Des opportunités existent pour développer de l'activité économique sur des marchés accessibles dans les régions françaises. Les acteurs des filières concernées ont déjà montré par le passé leur capacité à s'organiser et à se coordonner autour de projets réalistes. Les régions constituent le cadre géographique, économique et social à partir duquel doivent s'établir des consensus.

Le développement réussi des filières régionales nécessite de mettre en oeuvre des démarches où il faut tout à la fois :

- choisir des marchés (locaux, nationaux ou d'exportation), et définir les stratégies pour y répondre,
- construire les productions correspondantes sur la base des acquis ou de techniques novatrices,
- satisfaire aux contraintes négociées avec l'environnement social,
- le tout de manière compétitive, pour être économiquement durable.

Le travail de l'ITP s'inscrit dans cette perspective. Il recense les démarches déjà engagées, en les situant dans leur contexte.

(1) L'Atlas des filières porcines des régions françaises. une réalisation du Pôle Économie de l'ITP, en partenariat avec des correspondants régionaux et nationaux (21 fiches régionales, synthèse nationale, tableaux statistiques récapitulatifs et note méthodologique, 178 pages).